

Ville de Bagnols-sur-Cèze
Département du Gard - Arrondissement de Nîmes

**Délibération n° 028-a/2018
du Conseil municipal
Séance du 7 avril 2018**

Date d'envoi des convocations
et de l'Ordre du jour du Conseil municipal : 15 mars 2018
Nombre de Conseillers municipaux : 33
Nombre de Conseillers municipaux présents : 25
Nombre de Conseillers municipaux absents ayant donné procuration : 6
Nombre de Conseillers municipaux absents : 2

L'an deux mille dix-huit, le 7 avril 2018 à 9 heures, le Conseil municipal de cette Commune, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, à la salle de réunion de la Maison de l'Entreprise, sous la Présidence de Monsieur Jean-Yves **CHAPELET**, Maire

Conseillers municipaux présents : M. Jean-Yves **CHAPELET**, M. Denis **RIEU**, Mme Emmanuelle **CREPIEUX**, M. Maxime **COUSTON**, Mme Ghislaine **COURBEY**, M. Michel **CEGIELSKI**, Mme Ghislaine **PAGES**, M. Rémy **SALGUES**, Mme Catherine **EYSSERIC**, Mme Karine **GARDY**, M. Raymond **MASSE**, M. Ali **Ouatizerga**, Mme Laurence **VOIGNIER**, M. Christian **SUAU**, M. François **PENCHENIER**, Mme Christine **MUCCIO**, M. Philippe **BERTHOMIEU**, Mme Carole **BRESCHET**, M. Anthony **CELLIER**, M. Serge **ROUQUAIROL**, Mme Claudine **PRAT**, M. Christian **ROUX**, Mme Yvette **ORTIZ**, M. Claude **ROUX**, M. Jean-Pierre **NAVARRO**

Conseillers municipaux absents ayant donné procuration : Mme Monique **GRAZIANO-BAYLE** *procuration à M. CEGIELSKI*, M. Vincent **POUTIER** *procuration à Denis RIEU*, M. Jean Christian **REY** *procuration à J-Y CHAPELET*, Mme Aldjia **SAAIDIA** *procuration à C. SUAU*, Murielle **ISNARD** *procuration à G. PAGES*, M. Michel **AYMERIC** *procuration à JP NAVARRO*

Conseillers municipaux absents : M. Stéphane **PEREZ**, Mme Anne-Marie **AYMERIC**

Secrétaire de séance : Ghislaine **PAGES**

Objet : Protection fonctionnelle à deux agents de Police Municipale

Vu la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 et notamment l'article 11 modifiée par la loi n°96-1093 du 16 décembre 1996 – article 50 et par la loi n°2011-525 du 17 mai 2011 – article 71 portant droits et obligations des fonctionnaires, la collectivité publique est tenue d'assurer la protection fonctionnelle de ses agents,

A ce titre, la commune est tenue de protéger les fonctionnaires contre les menaces, violences, voies de fait, injures, diffamations ou outrages dont ils pourraient être victimes à l'occasion de leurs fonctions, et de réparer, le cas échéant, le préjudice qui en est résulté,

Vu le courrier du 16 mars 2018 de Monsieur Daniel GAILLARD, agent de Police municipale, demandant à la commune de Bagnols-sur-Cèze l'octroi de la protection fonctionnelle suite à outrage en réunion à personne dépositaire de l'autorité publique dans l'exercice de ses fonctions,

Considérant que la commune doit se prononcer sur la demande de protection fonctionnelle formulée par cet agent,

Considérant qu'au regard des faits existants, l'agent n'a pas commis de faute personnelle pouvant remettre en cause son droit à bénéficier de la protection fonctionnelle,

Considérant que la commune doit donner autorisation à Monsieur le Maire pour prendre les actes afférents nécessaires,

Considérant que la commune doit fixer les modalités de sa mise en œuvre,

Considérant que cette question a été présentée à la Commission des moyens généraux du 27 mars 2018,

Le Conseil Municipal décide à l'unanimité :

- d'accorder à un agent municipal la protection fonctionnelle liée à ses fonctions suite à outrage en réunion à personne dépositaire de l'autorité publique dans l'exercice de ses fonctions,
- de fixer les modalités de cette mise en œuvre comme suit :
 - ♦ les honoraires de l'avocat du bénéficiaire de la protection fonctionnelle seront pris en charge par la commune sur présentation de facture détaillée avec, en annexe, la convention d'honoraire, après service fait. Aucune avance ne pourra être demandée.

- ♦ Le paiement interviendra directement auprès de l'avocat choisi par l'agent. L'avocat concerné, ainsi que l'agent, devront chacun, individuellement, attester n'avoir reçu ou ne recevoir aucun paiement ou remboursement de la part notamment d'une compagnie d'assurance au titre de la protection juridique personnelle.
 - ♦ les autres frais de procédure (déplacements, huissiers, ...) seront remboursés uniquement sur facture accompagnée de tout justificatif utile et sous réserve que les interventions de l'huissier soient pertinentes.
 - ♦ une décision d'ordre judiciaire visant à classer sans suite une affaire rendra caduque l'octroi de la protection fonctionnelle.
 - ♦ en contrepartie des frais d'avocats et de procédure supportés par la collectivité, l'avocat reversera à la commune et l'agent municipal remboursera à la commune : les sommes versées en réparation du préjudice subi, l'indemnisation versée au titres des dommages et intérêts, les frais de procédures réglés par l'auteur de l'attaque par suite de sa condamnation.
- de donner délégation à Monsieur le Maire pour prendre tous les actes afférents nécessaires.

Cette somme sera prélevée sur le compte 6227 - 020 du budget en cours.

Fait et délibéré à Bagnols-sur-Cèze le 7 avril 2018

Pour copie conforme au registre,
Bagnols-sur-Cèze le 7 avril 2018

Le Maire
Jean-Yves CHAPELET